

Informations de base	
2020/2238(INS)	Procédure terminée
INS - Procédure institutionnelle	
Décision proposant la nomination de Julia Laffranque au comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne	
Subject	
8.40.01.02 Présidence, députés, mandats, groupes politiques	
8.40.04 Cour de justice, Tribunal de première instance	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
24/11/2020	Décision du Parlement	T9-0310/2020	Résumé
22/01/2021	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2020/2238(INS)
Type de procédure	INS - Procédure institutionnelle
Sous-type de procédure	Affaires institutionnelles
Base juridique	Règlement du Parlement EP 132
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0368/2020	23/11/2020	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0310/2020	24/11/2020	Résumé

Acte final
Décision 2021/0047 JO L 021 22.01.2021, p. 0001

Décision proposant la nomination de Julia Laffranque au comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

2020/2238(INS) - 24/11/2020 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de proposer (par 586 voix pour, 47 contre et 59 abstentions) que Julia Laffranque soit nommée membre du comité institué en vertu de l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

L'article 255 du TFUE dispose qu'un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal avant que les gouvernements des États membres ne procèdent aux nominations.

Le comité est composé de sept personnalités choisies parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont l'un est proposé par le Parlement européen.